

Enjeux politiques de la lutte contre les privatisations

Nicolas Marchand

Quelle société voulons-nous ? Une société dans laquelle, avec la domination mondialisée du marché capitaliste, s'étend la marchandisation des biens, des services, des personnes et de leur force de travail ? Ou une société de partage des richesses, des savoirs et des pouvoirs pour le développement humain ? Ou bien y a-t-il un « entre-deux » où pourraient se concilier la loi intangible du marché et le progrès social ?

Avec la bataille contre les privatisations, on est au cœur de cette question politique fondamentale : y a-t-il une alternative au marché capitaliste ? Peut-on, et comment, dépasser le marché capitaliste tel qu'il est aujourd'hui, dominé par le marché financier mondialisé ? Ou bien faut-il se contenter de choisir entre différents modes de régulation du système, quitte pour certains à le critiquer en termes radicaux ?

L'idée est largement répandue qu'il y a une contradiction entre besoins sociaux et logique de rentabilité actionnariale. Mais elle va souvent de pair avec l'idée de l'impossibilité de dépasser la domination des marchés.

Sur ce terrain, les forces du capital mènent une bataille d'idée très active pour convaincre que le privé peut assurer des missions de service public et assumer ses responsabilités sociales (leurs représentants ont investi activement le récent sommet de Johannesburg sur l'environnement sur ce thème). Elles prétendent désétatiser, alors qu'en réalité elles veulent un État qu'elles visent à mettre encore plus au service exclusif des marchés.

LE BESOIN
D'ALTERNATIVE
EST
POLITIQUEMENT
DÉCISIF

Elles s'appuient sur de vrais défis de changement très profonds, à partir de la révolution informationnelle : défis de développement dans le contexte d'une crise profonde et durable, de financements, de coopération, de transformation des gestions.

Et sur l'idée qu'il n'y a pas d'alternative.

En réalité, avec les privatisations, il s'agit pour le capital de marchandiser pour exploiter et accumuler, en s'attaquant à tout ce qui a été conquis de non-marchand et pourrait être source de profits.

Cependant le bilan des privatisations tend à montrer nettement que la régression qui en résulte (en matière d'emploi, de service public, de droits sociaux, d'environnement) n'est pas un risque hypothétique mais un fait.

La pression d'exigences de rentabilité exorbitantes, dans le cadre d'une sauvage guerre économique, s'exerce sur tout ce qui touche aux intérêts humains et sociaux, la seule limite étant celle de l'acceptation par les salariés, par les peuples, des choix qui leur sont ainsi imposés.

C'est la conception de l'entreprise et de la société, leurs finalités, la domination des critères privés de rentabilité qui sont ainsi en question.

Cette conception est en crise, avec la nouvelle phase de crise du capitalisme. La « réforme du capitalisme » est à l'ordre du jour ; elle fait même la une du *Monde*... Mais c'est une recherche de réforme pour conserver : il s'agit de réguler pour la prospérité des marchés.

Ces données sont mondiales. En France la droite cherche à foncer dans cette voie, tout en tenant compte de la complexité du rapport de force : les privatisations occupent une place de choix dans son programme, en cohérence avec la baisse des charges sociales patronales notamment pour étendre les bas-salaires.

Sans amalgame politique hâtif, le social-libéralisme se situe dans la même logique fondamentale du marché : sa domination sur le PS exprime une capitulation devant la dictature des marchés, assortie de prétentions régulatrices. A ce titre, le gouvernement Jospin a réalisé un incontestable record de privatisations. Ce qui permet à la droite, pour aggraver encore, de revendiquer sur ce terrain une continuité.

Les débats actuels au PS, s'ils reflètent la secousse du 21 avril, restent, même dans l'expression des courants les plus à gauche, sous l'emprise de cette option. La droite, libérale-populiste, et le PS, avec le social-libéralisme, rivalisent sur le même terrain. Le besoin d'alternative est politiquement décisif.

Le combat contre les privatisations doit se situer au niveau de ces enjeux, s'attaquer au cœur de la logique libérale, la critiquer sur le fond de façon argumentée, et ouvrir des perspectives : il s'agit de contester pour les dépasser progressivement mais radicalement les marchés, notamment le marché du travail, pour mieux

répondre aux besoins sociaux et de développement durable. Il s'agit de répondre, mieux que le capital, aux défis de développement, de coopération, de financement, d'efficacité sociale.

Les objectifs sociaux sont au centre de ce combat. La lutte contre les privatisations et pour une alternative de progrès est au carrefour de deux exigences fortes et montantes : le besoin de services publics de qualité, et la nécessité, face à l'insécurité sociale d'une responsabilisation sociale des entreprises, notamment vis-à-vis des droits sociaux (emploi et formation, salaires...) et de l'environnement. Tout appelle à relier ces exigences, à favoriser la convergence de leurs acteurs : ceux qui, avec le mouvement anti-mondialisation, dénoncent la marchandisation, (mais négligent celle du travail, et le besoin d'opposer des alternatives au marché financier), ceux qui « défendent » le service public, ceux qui combattent l'insécurité sociale. Il s'agit de donner à l'antibéralisme, au delà d'une radicalité critique gauchiste et populiste très impuissante sur l'alternative, la dimension d'un mouvement nourri par des propositions de dépassement du capitalisme, portant ensemble des exigences transformatrices comme : un nouveau type de secteur public, une réforme des institutions financières françaises, européennes et mondiales, une sécurité d'emploi ou de formation.

Ce serait aussi la base profonde pour construire dans les luttes le nécessaire dépassement de la coupure social/politique

Cela définit l'espace d'une intervention très novatrice et rassembleuse du Parti communiste.

Pour les communistes, l'enjeu de la question des privatisations est d'autant plus fort, qu'il recouvre un champ identitaire : celui de la propriété et du pouvoir sur les gestions. Le PCF s'est identifié aux luttes pour les nationalisations, celles de la Libération, celles de quatre-vingt-un. Mais il a beaucoup tardé à prendre en compte les défis nouveaux, et, bousculé par l'effondrement soviétique, a eu du mal à formuler une conception solide et neuve de l'appropriation sociale. Cela a favorisé, malgré une opposition réaffirmée aux privatisations des années 1997-2002, des hésitations, des contradictions, des positions de soutien à l'ouverture du capital de grandes entreprises publiques.

Engagé dans la réflexion autocritique que cela appelle, il n'entend pas pour autant rester hors-jeu, dans la nouvelle phase de combat politique qui est ouverte. La coupure actuelle mouvement social/politique est un handicap pour toutes les forces qui luttent contre les privatisations. Si elle a pour fondement des insuffisances politiques, elle ne se résorbera pas par l'immobilisme, ni par l'exclusion définitive du politique. Il faut en débattre. Il faut aussi que des choses bougent à gauche. Le PCF pour sa part, notamment avec la Coordination Antiprivatisations Pour une Alternative de Progrès, prend ses responsabilités.

Il s'agit, à partir d'une critique radicale des options libérales et sociales-libérales, de formuler et mettre en débat dans les luttes des conceptions alternatives.

Se limiter à critiquer, éventuellement très fermement, les privatisations, sans mener la bataille, avec des propositions, pour faire gagner l'idée qu'une autre voie est possible,

reviendrait à nourrir le défaitisme, la résignation, avec le risque de récupération par le social-libéralisme.

Se contenter de « défendre le service public », les acquis sociaux, sans établir clairement le besoin indissociable d'entreprises publiques laisserait le champ à l'illusion que le service public pourrait être compatible avec des privatisations totales ou partielles.

En réalité, le secteur public n'est ni trop public, ni trop social ; il ne l'est pas assez

Il est à la fois trop étatiste et trop dominé par les règles imposées par les marchés financiers et acceptées par l'Etat. Il n'est pas trop étendu, mais pas assez, en regard des besoins de service public et de responsabilisation sociale des entreprises pour un développement de tous les êtres humains, sans élitisme ni exclusion. Il a en ce domaine un rôle moteur à jouer, pour toute la société, et notamment un rôle d'entraînement au travers de ses coopérations avec le privé, pour faire progresser, au rythme des luttes, une mixité anticapitaliste à prédominance publique et sociale.

Et il faut prendre résolument en compte les défis de changement, notamment en France où le secteur public a une histoire, et des acquis particuliers ; ils concernent les conditions du développement, les exigences nouvelles de coopération, les besoins de financement. Au-delà, ils concernent le dépassement de l'étatisme qui a aussi marqué les expériences de type soviétique. C'est pourquoi ce n'est pas pour une simple défense du secteur public et des services publics qu'il s'agit de lutter, mais pour un nouveau type de secteur public, une nouvelle conception des nationalisations.

Des changements très profonds sont nécessaires au sein du secteur public actuel, pour une reconquête, pour lui ouvrir un nouveau champ, pour de nouvelles missions du service public. Cela concerne notamment :

- une réorientation des gestions, avec de nouveaux critères,
- de nouvelles coopérations, en France, en Europe, au niveau mondial, pour un co-développement et non une guerre économique,
- des financements dégagés du marché financier, notamment à partir d'une réforme des institutions financières, un nouveau crédit,
- la conquête par les salariés, les usagers, les élus de droits d'information et de pouvoirs sur les gestions.

Cela concerne aussi le chantier de l'Europe, dans le contexte de son élargissement, la lutte à mener pour de nouveaux traités, de nouvelles orientations face aux directives de libéralisation dont on ne peut se contenter de revendiquer l'application *a minima*, pour une réforme de la BCE.

Le capital divise et oppose les peuples et les salariés entre eux tout en prétendant répondre à leurs besoins avec des politiques libérales-populistes ou sociales-libérales.

En mettant en débat des perspectives transformatrices, en les faisant vivre dans les luttes, une action politique rassembleuse des communistes peut être un puissant levier de leur unité pour résister, marquer des points, gagner, pour une nouvelle construction à gauche, émancipée du social-libéralisme. n